

Services publics et pauvreté

Table des matières

INTRODUCTION	2
I. JUSTICE	10
1. <i>En amont de l'accès à la justice</i>	11
1.1. Non-conscience d'être un sujet de droits.....	11
1.2. Conscience d'être un sujet de droits mais non exercice.....	12
2. <i>Accès à l'information</i>	13
2.1. Aide juridique de première ligne	13
2.2. Communication entre justiciables et professionnels	16
3. <i>Accès au juge et modes alternatifs de résolution des conflits</i>	17
3.1. Expériences négatives de la justice	17
3.2. Problèmes financiers	18
3.3. Complexité de la procédure	22
3.4. Problèmes administratifs.....	23
3.5. Aide juridique de deuxième ligne et assistance judiciaire.....	25
3.6. Accompagnement des justiciables	26
3.7. Médiation	29
4. <i>L'action d'intérêt collectif.....</i>	31
5. <i>Causes significatives</i>	33
6. <i>Financement de la justice</i>	34
6.1. Financement public	34
6.2. Mutualisation	34
6.3. Assurance protection juridique	34
<i>Recommandations du Service sur la base de la concertation.....</i>	35
<i>Liste des participants à la concertation</i>	38

II. CULTURE..... 40

1. Contexte.....	41
2. Pauvreté et culture	43
2.1. Création et offre culturelles	43
2.2. Dignité humaine	44
2.3. Liberté	44
2.4. Changement de société.....	45
3. Obstacles à l'exercice du droit à la culture	45
3.1. Obstacles récurrents	46
3.2. Tendances actuelles	47
3.3. Moyens financiers	50
4. Conditions d'une meilleure effectivité.....	53
4.1. Vision partagée.....	54
4.2. Temps	54
4.3. Accessibilité	56
4.4. Liberté	58
4.5. Approche transversale.....	58
4.6. Evaluation.....	63
<i>Recommandations du Service sur la base de la concertation</i>	<i>63</i>
<i>Liste des participants à la concertation</i>	<i>66</i>

III. ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE 68

1. L'accueil de la petite enfance aujourd'hui.....	69
1.1. Importance d'un accueil de qualité	69
1.2. Politique	70
2. Accueil de la petite enfance et pauvreté.....	72
2.1. Signification du droit à l'accueil.....	72
2.2. Attentes des familles en situation de pauvreté.....	74
3. Obstacles à l'effectivité du droit à l'accueil.....	76
3.1. Pas pour moi, l'accueil.....	77
3.2. Manque d'offre accessible	78
3.3. Règles de priorité	80
4. Conditions pour une meilleure efficacité du droit à l'accueil	83
4.1. Une offre suffisamment diversifiée.....	84
4.2. Une offre accessible	86
4.3. Une offre financièrement abordable.....	89
<i>Recommandations du Service sur la base de la concertation</i>	<i>93</i>
<i>Liste des participants à la concertation</i>	<i>95</i>

IV. SANTÉ	96
1. <i>Droit à la protection de la santé</i>	97
1.1. Définition dans les textes légaux	97
1.2. Signification pour les personnes vivant dans la pauvreté	97
1.3. Déterminants de la santé	98
2. <i>Contexte</i>	99
2.1. Mesures d'économie	99
2.2. Contexte institutionnel	101
3. <i>Lutte contre les inégalités sociales de santé</i>	102
3.1. Développement de la politique de santé à travers toutes les politiques	103
3.2. Lutte contre les inégalités sociales de santé dans le système de santé	106
4. <i>Conditions pour une meilleure effectivité du droit à la protection de la santé</i>	111
4.1. Approche globale	111
4.2. Approche émancipatrice	111
4.3. Approche tout au long de la vie	112
4.4. Universalisme proportionné	113
4.5. Participation	114
<i>Recommandations du Service sur la base de la concertation</i>	115
<i>Liste des participants à la concertation</i>	117
V. EMPLOI	118
1. <i>Droit au travail</i>	119
2. <i>Contexte</i>	119
2.1. Activation	119
2.2. Catégorisation des demandeurs d'emploi	124
2.3. Délégation de missions	125
3. <i>Trois missions de service public</i>	126
3.1. Accompagnement	126
3.2. Formation	132
3.3. Mesures de mise à l'emploi	136
4. <i>Conditions d'effectivité du droit</i>	141
4.1. Relation équilibrée et participative entre demandeurs d'emploi et professionnels	141
4.2. Approche sur mesure	141
4.3. Conditions connexes dans d'autres domaines	142
4.4. Temps nécessaire	143
4.5. Libre choix	143
4.6. Sens du parcours	143
4.7. Qualité de l'emploi	144
<i>Recommandations du Service sur la base des concertations</i>	146
<i>Liste des participants à la concertation</i>	149

VI. ENERGIE ET EAU 150

1. <i>Droit à l'énergie et droit à l'eau et à l'assainissement</i>	151
1.1. Droit interne	151
1.2. Droit international	152
1.3. Acteurs compétents pour rendre effectif le droit à l'eau et à l'assainissement et le droit à l'énergie	154
2. <i>Protection du consommateur</i>	155
2.1. Vente	156
2.2. Factures	157
2.3. Garanties	157
2.4. Plans de paiement	158
2.5. Information et accompagnement	159
3. <i>Compteurs et installations</i>	160
3.1. La mesure de la consommation et la communication à ce sujet	160
3.2. Problèmes relatifs à l'application des mesures sociales en cas d'installations collectives	162
4. <i>Fixation et régulation des prix</i>	162
4.1. Energie et eau financièrement abordables	162
4.2. Tarification	163
4.3. Tarifs sociaux et exonérations	165
5. <i>Traitement des difficultés de paiement</i>	167
5.1. Fourniture minimale	167
5.2. Compteurs à budget	168
5.3. Demandes de coupure	169
05.4. Cessions de créances	172
6. <i>Utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau</i>	174
6.1. Information et accompagnement	174
6.2. Investir dans des mesures d'économies	174
<i>Recommandations du Service sur la base de la concertation</i>	176
<i>Liste des participants à la concertation</i>	180

EN GUISE DE CONCLUSION..... 182**ANNEXES..... 188**

1. <i>Liste des participants et organisations impliqués dans l'élaboration du Rapport</i>	188
2. <i>L'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté</i>	194